

ECOLE NORMALE SUPERIEURE D'ABIDJAN**APPEL A COMMUNICATION POUR LE COLLOQUE
INTERNATIONAL EN HOMMAGE
AUX PROFESSEURS
PIERRE KIPRE ET ALPHONSE YAPI-DIAHOU****L'HISTOIRE ET LA GEOGRAPHIE, DISCIPLINES D'EDUCATION, DE
RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT****ABIDJAN****MARDI 29, MERCREDI 30 ET JEUDI 31 OCTOBRE 2019****Argumentaire**

L'histoire et la géographie sont deux disciplines de sciences humaines dont les fonctions sociales sont connues. L'histoire vise une compréhension du passé, la géographie, celle de l'espace aménagé ou non. L'analyse du temps et de l'espace qui réunit ces deux disciplines « jumelles », explique qu'elles contribuent à fonder souvent des conceptions de communautés humaines, des idéologies, autant que les fondements d'identités collectives tels que portés par le concept de citoyenneté, d'Etat, etc. C'est le sens des finalités patrimoniales et civiques. Mais c'est aussi le sens des approches sur les discontinuités autant que des continuités historiques et spatiales. L'enseignement de ces disciplines exige des aptitudes intellectuelles et vise le développement de l'esprit critique à travers l'acquisition de méthodes fondées sur des connaissances établies et validées selon les normes scientifiques. A travers leur enseignement, ces disciplines transmettent des compétences, le savoir être et le savoir-faire dont chacun peut se servir dans la vie. D'où l'importance de leurs finalités pratiques et professionnelles.

En vue de promouvoir ces finalités éducatives, les professeurs Pierre KIPRE (historien) et Alphonse YAPI-DIAHOU (géographe) ont œuvré de longues années durant au sein du Département d'Histoire et de Géographie de l'Ecole Normale Supérieure d'Abidjan, institution d'enseignement supérieur en charge de la formation des formateurs et des encadreurs du système éducatif ivoirien. Dans le cadre de leur mission, les deux enseignants- chercheurs ont contribué à la définition des programmes d'enseignement, à l'organisation des tâches pédagogiques, à l'animation de la recherche, à la communication scientifique, à la réforme de l'Ecole Normale

Supérieure, ainsi qu'au renforcement de la qualité du niveau de recrutement des futurs enseignants.

Au plan de la recherche, les deux éminents chercheurs, dont les travaux sont nombreux, explorant chacun des champs de recherche très variés, se rencontrent sur deux objets essentiels à la compréhension de l'évolution de la société ivoirienne, à savoir la ville et l'urbain d'une part, la décentralisation et les acteurs d'autre part. Dans une perspective historique, Pierre KIPRE retrace l'urbanisation de la Côte d'Ivoire et articule ses progrès avec les éléments essentiels de la question coloniale, donc des rapports de dépendance. Pour Alphonse YAPI-DIAHOU, les dynamismes urbains sont autant porteurs de développement que révélateurs des inégalités sociales. En cela, les quartiers précaires des grandes métropoles se déclinent comme les marqueurs les plus significatifs dans l'espace. Pour lui, la décentralisation qui procède d'une institutionnalisation des territoires et qui fait émerger de nouveaux acteurs, constitue un analyseur de la gouvernance urbaine et une opportunité de mobilisation citoyenne, en vue de l'amélioration des cadres et des conditions de vie en milieu urbain. Finalement, pour Pierre KIPRE et Alphonse YAPI-DIAHOU, l'espace urbain est un livre à feuilleter pour comprendre aussi la Côte d'Ivoire.

Sur le plan institutionnel, le Professeur Pierre KIPRE a été Ministre de l'Education Nationale, puis Ambassadeur de la République de Côte d'Ivoire en France. Quant au Professeur Alphonse YAPI-DIAHOU, il a été Directeur du Centre de Recherche en Education et des Productions à l'Ecole Normale Supérieure d'Abidjan. Il assume à présent, les fonctions de Directeur de l'Ecole Doctorale Sciences Sociales à l'Université Paris 8 (France), d'où il continue à développer un partenariat positif entre les institutions universitaires et de recherche françaises et ivoiriennes.

Ainsi, par leurs enseignements, leurs travaux de recherche et par leur position institutionnelle respective, les professeurs Pierre KIPRE et Alphonse YAPI-DIAHOU ont contribué à forger, dans la conscience de plusieurs générations de cadres ivoiriens, une mentalité de citoyens responsables, conscients des enjeux du développement et capables d'affronter les défis de notre société. Pour toutes ces raisons, ils méritent la reconnaissance de la communauté scientifique et universitaire, notamment celle de l'Ecole Normale Supérieure d'Abidjan.

Cette reconnaissance est d'autant plus légitime que les valeurs sociales pour lesquelles ces deux éminents scientifiques se sont investis, en mobilisant leurs énergies, à la fois dans la diffusion du savoir et dans la recherche, se trouvent confrontées à de nouveaux enjeux sur le continent.

En effet, la géopolitique africaine continue d'être un sujet de questionnement permanent. Au cours des deux dernières décennies, les conflits sociopolitiques se sont multipliés sur le continent. A la suite de la Côte d'Ivoire (1999- 2011) et de la Lybie (2011) ayant basculé dans des conflits armés, le Mali (2014), la Centrafrique (2014), le Burkina Faso (2015), le Cameroun (2018) et le Soudan du Sud (2018) ont été aspirés, tour à tour, par des tensions sociales et politiques muées en affrontements armés entre différentes factions ou groupes d'intérêts. Dans le même temps, à partir du Nord-Est du Nigéria, des mouvements armés se réclamant d'une idéologie étendent leur emprise dans le bassin du lac Tchad, ainsi que dans les différents pays, en Afrique de l'Ouest (Niger, Mali, Burkina Faso, Côte d'Ivoire). Ces situations conflictuelles qui persistent sur le continent, notamment à travers les mouvements de révolte en cours en Algérie, en Tunisie et au Soudan du Nord, sont souvent convoquées pour justifier des mouvements migratoires renforcés

et en recomposition à travers l'Afrique, d'une part, et en direction des autres continents, d'autre part.

Des conflits aux migrations, les conséquences de cette tendance sont multiples et souvent désastreuses pour les économies, les sociétés et leurs territoires, et plus globalement pour la gouvernance des Etats ainsi affectés. Elles posent sous de nouveaux éclairages la question même des identités collectives et leur lecture dans l'espace initial des Etats et des communautés en mouvement. Bien souvent, au sein d'un même pays et du fait des fragilités imposées, l'Etat peut se trouver confronté à des conflits récurrents entre les communautés « ethniques » ou « religieuses », entre diverses catégories de populations appréhendées, soit en fonction des genres de vie différents (éleveurs et agriculteurs), soit en fonction des appartenances nationales (nationaux ou non), ou encore en fonction de projets politiques, comme le montrent des séparatismes (entre Anglophones et Francophones au Cameroun). De telles situations conduisent à s'interroger sur l'Afrique comme terre de fraternité et de solidarité.

Ces contradictions auxquelles sont exposés les Etats africains ont des incidences sur les processus de développement, entendus ici comme l'ensemble des politiques et des actions menées par les pouvoirs publics en charge de la gouvernance des Etats, en vue d'assurer un bien-être social, une qualité de vie et le plein épanouissement des populations.

Tant dans leur fondement, leur déroulement, que leur dénouement, ces crises ou contradictions interpellent plus spécifiquement les secteurs de la formation, de l'éducation et de la recherche. Indépendamment des effets sur les temps d'apprentissage, les incidences sur les curricula, les actualisations du savoir, la production même d'un savoir provisoirement attesté par la recherche dans un monde africain en perpétuel réaménagement et bouleversements sociopolitiques et socio-économiques, montrent combien les conséquences sont multiformes et multi scalaires pour les secteurs de formation, d'éducation et de recherche. Ces secteurs ont, en effet, pour mission de forger dans la conscience collective, des comportements de responsabilité, de paix et de développement durable ou, tout simple, de compréhension des mutations en cours. Les sociétés et leurs territoires, objet d'analyse de l'histoire et de la géographie, se trouvent en première ligne dans toutes les formes et niveaux de mobilisation indispensable à la définition des politiques publiques et des actions de développement.

Sous ces rapports, le thème choisi par les chercheurs, enseignants- chercheurs, historiens et géographes, dans le cadre de ce colloque est opportun. Il est en résonance avec les missions même de l'Ecole Normale Supérieure d'Abidjan, à savoir la formation des formateurs et encadreurs du système éducatif ivoirien. Cette mission est d'autant plus exigeante, que son accomplissement requiert des formateurs, la mobilisation des savoirs cognitifs et d'approches transversales.

Par ses activités de recherches fondamentales et appliquées, l'ENS d'Abidjan demeure un cadre de production des savoirs inédits au service de la communauté.

De ce qui précède, le thème de ce colloque sera structuré autour de trois grands enjeux, déclinés en différents axes d'analyses et de réflexions :

1- L'enseignement de l'histoire et de la géographie en Côte d'Ivoire, d'hier à aujourd'hui.

- Historique de l'enseignement de l'histoire et de la géographie dans le système éducatif ivoirien
- Finalités de l'histoire- géographie, des programmes et manuels scolaires dans le système éducatif ivoirien.
- Le rôle et la place de l'Ecole Normale Supérieure dans la formation initiale et la formation continue des formateurs et encadreurs d'histoire- géographie.

2- Les discours pédagogiques en histoire et en géographie autour de l'Environnement, des Migrations et des Conflits Sociaux.

- Le défi migratoire dans l'enseignement de l'histoire et de la géographie dans les systèmes éducatifs en Afrique.
- La question environnementale et l'enseignement de l'histoire et de la géographie dans les pays africains.
- Les conflits sociaux en Afrique et l'enseignement de l'histoire et de la géographie.

3- Le temps et l'espace dans les futures stratégies de formation des formateurs et des encadreurs éducatifs en Côte d'Ivoire.

- Les nouvelles voies de production des savoirs disciplinaires en histoire et en géographie.
- Les nouvelles compétences numériques et les nouveaux axes de diffusion des savoirs disciplinaires dans les écoles et dans la société ivoirienne.
- La place de la recherche dans la formation des formateurs en histoire et en géographie.

Institution organisatrice : Ecole Normale Supérieure d'Abidjan

Catégories : histoire, géographie, géopolitique, didactique, sciences de l'éducation, psychologie, droit, sociologie, philosophie, lettres et arts.

Comité d'organisation

- 1- Gahié Bertin KADET (ENS d'Abidjan), Président
- 2- Maurice ARCHER (ENS d'Abidjan), Vice- président
- 3- Anne Marilyse KOUADIO (ENS d'Abidjan), Vice- président
- 4- Koffi Mouroufié KOUMAN (ENS d'Abidjan), Vice- président
- 5- Gilbert Assi YASSI (ENS d'Abidjan), Vice- président
- 6- Gbazah Pierre VRIH (ENS d'Abidjan), Membre
- 7- Ahiza Célestine NAMOI Célestine (ENS d'Abidjan), Membre
- 8- Kpélé Hervé ADONI (ENS d'Abidjan), Membre
- 9- Zié André GNATO (ENS d'Abidjan), Membre
- 10- Koné Fatoumata épouse TAPE (ENS d'Abidjan), Membre
- 11- Anicet Jean- Philippe TANOI (ENS d'Abidjan), Membre
- 12- Yaya SYLLA (UFHB), Membre

Comité Scientifique

- 1- Sidibé VALY (Professeur, Directeur Général, ENS d'Abidjan), Président
- 2- Alhassane CISSE (Maître de Conférences, Directeur du CREP, ENS d'Abidjan), Vice-président
- 3- Yapo YAPI (Psychologue social, Professeur, ENS d'Abidjan), Vice-président
- 4- Kouassi Paul ANOH (Géographe, Professeur, UFHB), Vice-président
- 5- Patricia NEBOUT- ARKHURST (Didacticienne, Professeur, ENS d'Abidjan), Vice-présidente
- 6- Aka KOUAME (Historien, Professeur, UFHB), Vice-président
- 7- Mamadou KONE (Physicien, Professeur, Directeur du CFI, ENS d'Abidjan)
- 8- Opadou KOUDOU (Psychologue, Professeur, ENS d'Abidjan)
- 9- Gbaklia Elvis KOFFI (Didacticien, Professeur, ENS d'Abidjan)
- 10- François Joseph AZOH (Psychologue, Professeur, ENS d'Abidjan)
- 11- Céline KOFFIE-BIKPO (Géographe, Professeur, UFHB)
- 12- Brou Emile KOFFI (Géographe, Professeur, UAO)
- 13- Issiaka KONE (Sociologue, Professeur, UJLG)
- 14- Jean Bidi TAPE (Géographe, Professeur, UFHB)
- 15- Gogbe TERE (Géographe, Professeur, UFHB)
- 16- Bezunesh TAMRU (Géographe, Professeur, Université Paris 8)
- 17- Jean-Louis LE GRAND (Didacticien, Professeur, Université Paris 8)
- 18- Lazare Koffi ATTA (Géographe, Maître de Recherches, UFHB)
- 19- Della André ALLA (Géographe, Maître de Conférences UFHB)
- 20- Dominique BANGOURA (Politologue, HDR, Université Paris I Panthéon Sorbonne et UFHB)
- 21- Delphine LEROY (Didacticienne, Maître de Conférences, Université Paris 8)
- 22- Léon YEPRI (Lettres Modernes, Maître de Conférences, ENS d'Abidjan)

Modalités de soumission

Les propositions de communication doivent s'inscrire prioritairement dans l'un des axes thématiques susmentionnés. Elles sont attendues en fichier attaché à l'adresse suivante : coll.interabidjan@gmail.com avec copie à :

- Gahié Bertin KADET, houpo57@gmail.com, tél. +22505400500
- Maurice ARCHER, archermurice@gmail.com, tél. +225 08699708
- Anne Marilyse KOUADIO, kamarilyse@yahoo.fr, +225 49401801
- Mouroufié KOUMAN, koumankoff@yahoo.fr, +225 07728102
- Gilbert Assi YASSI yassiga@gmail.com ; +225 07755262

Les résumés des communications sont recommandés en langue française, avec une traduction en anglais. Ils comportent **400 à 500 mots** maximum, rédigés en **Times New roman 12**, cinq mots clés, une courte présentation de l'auteur ou des auteurs, l'adresse email, le laboratoire et l'institution de rattachement.

Calendrier

15 août 2019 : date limite de soumission des résumés

15 septembre 2019 : avis du Comité Scientifique aux auteurs

30 septembre 2019 : date limite d'envoi des communications retenues par le Comité Scientifique

20 janvier 2020 : publication des Actes du colloque

Frais de participation

Enseignants- chercheurs/ chercheurs (Rang A) : 50 000 F CFA (76,50 euros)

Enseignants- chercheurs/ chercheurs (Rang B) : 25 000 F CFA (38 euros)

Etudiants : 20 000 F CFA (30,50 euros)

Membres des structures partenaires : 20 000 F CFA (30,50 euros)

NB

Les frais de participation ne prennent pas en compte les frais de voyage et les frais de séjour. Ils donnent droit à la pause- café et au déjeuner pendant les présentations.

Pour le règlement des frais de participation, merci de contacter Dr Koné Fatoumata épouse TAPE (ENS d'Abidjan) : +225 05866539/ 77221917